

Lettre du mois d'avril

Dernière mise à jour : 06-04-2009

À À À À À À À À À Pourquoi une revue savante sur papier au XXIe siècle ?

- M. Monboisse, dans son Éditorial "Pourquoi une revue savante au XXIe siècle ?" se demande pourquoi continuer à publier sur papier, à l'ère de l'internet, une revue savante puisque, ni les lettres, ni les sciences, ni les arts, ne peuvent protéger contre la barbarie. Il cite comme exemple, un officier SS sensible à l'architecture. On pourrait en citer d'autres, amateurs de musique. Mais il admet qu'une humanité sans lettres, ni sciences, ni arts, serait pire encore.

- Pour ma part, j'ajouterai l'histoire.

- Il rappelle ensuite que sa revue, comme la nôtre, a pour but d'étudier son département (le Cantal) avec objectivité et non au profit d'une idéologie, avec rigueur scientifique et avec souci de clarté pour les lecteurs.

- Parler d'histoire locale, dit-il, n'est pas opposer la GRANDE HISTOIRE à la PETITE HISTOIRE. La petite histoire faite par nos revues locales est composée d'articles qui étudient des points précis et les analyse. La grande histoire, celle des universitaires, se nourrit de ces recherches, dans la mesure où elles offrent des garanties de sérieux et d'honnêteté.

- C'est pourquoi nous avons trois sortes de lecteurs : nos fidèles abonnés, les chercheurs occasionnels ou les nouveaux arrivants dans la région, et enfin les étudiants chercheurs.

- Pourquoi, se demande-t-il enfin, conserver le papier à l'ère de l'internet ?

- C'est pour lui le support privilégié et durable de la diffusion du savoir garanti par un comité de lecture et la signature de l'auteur, alors que les informations que l'on trouve en ligne sur internet, sont souvent dépourvues de références.

- J'avoue qu'ici, je cesse de suivre M. Monboisse : la véritable raison est que nos lecteurs, et d'une manière générale les amateurs d'histoire locale, n'ont pas encore tous franchi le pas qui sépare l'ère Gutenberg de l'ère internet.

- Tant qu'ils seront assez nombreux pour nous permettre, grâce à leur cotisation, de continuer à publier sur papier une revue annuelle comme nous le faisons, il n'y aura pas de problème.

- Ensuite, se posera le problème de l'accès à la culture : devons nous mettre en ligne une revue gratuite et à la disposition de tous ? Mais dans ce cas, qui paiera le temps passé en correspondance, saisie et mise en page ?

- Devrons-nous faire un site payant moyennant une faible cotisation ?

- Le problème reste posé et je remercie M. Monboisse et la revue de la Haute Auvergne, d'avoir songé à le poser.

Il rappelle ensuite que sa revue, comme la nôtre, a pour but d'étudier son département (le Cantal) avec objectivité et non au profit d'une idéologie, avec rigueur scientifique et avec souci de clarté pour les lecteurs. Parler d'histoire locale, dit-il, n'est pas opposer la GRANDE HISTOIRE à la PETITE HISTOIRE. La petite histoire faite par nos revues locales est composée d'articles qui étudient des points précis et les analyse. La grande histoire, celle des universitaires, se nourrit de ces recherches, dans la mesure où elles offrent des garanties de sérieux et d'honnêteté. C'est pourquoi nous avons trois sortes de lecteurs : nos fidèles abonnés, les chercheurs occasionnels ou les nouveaux arrivants dans la région, et enfin les étudiants chercheurs.

Pourquoi, se demande-t-il enfin, conserver le papier à l'ère de l'internet ?

C'est pour lui le support privilégié et durable de la diffusion du savoir garanti par un comité de lecture et la signature de l'auteur, alors que les informations que l'on trouve en ligne sur internet, sont souvent dépourvues de références.

J'avoue qu'ici, je cesse de suivre M. Monboisse : la véritable raison est que nos lecteurs, et d'une manière générale les amateurs d'histoire locale, n'ont pas encore tous franchi le pas qui sépare l'ère Gutenberg de l'ère internet. Tant qu'ils seront assez nombreux pour nous permettre, grâce à leur cotisation, de continuer à publier sur papier une revue annuelle comme nous le faisons, il n'y aura pas de problème.

Ensuite, se posera le problème de l'accès à la culture : devons nous mettre en ligne une revue gratuite et à la disposition de tous ? Mais dans ce cas, qui paiera le temps passé en correspondance, saisie et mise en page ?

Devrons-nous faire un site payant moyennant une faible cotisation ? Le problème reste posé et je remercie M. Monboisse et la revue de la Haute Auvergne, d'avoir songé à le poser.

1 - La revue de la Haute Auvergne, tome 69, 108e année, janvier-mars 2007.